

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2005/00529]

19 AOUT 2005. — Circulaire ministérielle GPI 44 : directives concernant le corps d'intervention

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,
A Madame le Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,
A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de Police,
A Mesdames et Messieurs les Chefs de Corps de la police locale,
A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,
A Monsieur l'Inspecteur général de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale,
Pour information :
A Monsieur le Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,
A Monsieur le Président de la Commission permanente de la police locale,
A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'Arrondissement,
Madame, Monsieur le Gouverneur,
Madame, Monsieur le Bourgmestre,
Madame, Monsieur le Président,
Madame, Monsieur le Chef de Corps,
Monsieur le Commissaire général,
Monsieur l'Inspecteur général,
Mesdames et Messieurs,

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions communes*

1. Généralités

Lors du Conseil des Ministres spécial justice et sécurité des 30 et 31 mars 2004, le Gouvernement a décidé, dans le cadre de certaines mesures à prendre afin d'avoir, avant la fin de la législature, plus de 3.000 policiers de plus en rue, de créer un Corps d'intervention.

Le Corps d'intervention s'inscrit dans la contribution totale de l'autorité fédérale à l'appui de la politique de sécurité locale.

Le fonctionnement intégré de la police locale et de la police fédérale constitue une des principales caractéristiques de la structure double de l'appareil policier. En effet, la police fédérale ne doit pas seulement soutenir son propre fonctionnement sur l'ensemble du territoire mais elle doit également effectuer des missions d'appui pour la police locale.

La création d'un Corps d'intervention signifie une adaptation du fonctionnement de la police intégrée en vue :

- d'augmenter la visibilité de la police sur le terrain;
- de contribuer à la réalisation de la décision du Gouvernement de diminuer la capacité hypothéquée ;
- d'appuyer la police locale en collaboration avec un certain nombre de services opérationnels de la police fédérale dans la réalisation des priorités des plans de sécurité zonal et national.

A terme, 700 policiers de la police fédérale seront déconcentrés auprès de certaines zones de police et de certains DirCo afin d'utiliser d'une manière plus efficace et plus efficiente la capacité disponible et d'augmenter ainsi la présence visible de la police locale.

Le Corps d'intervention ne peut être sollicité pour faire face à des déficits structurels de personnel. On peut remédier à ceux-ci, conformément au régime actuel, par le biais de détachements de la police fédérale vers les zones de police concernées. La mise en œuvre du Corps d'intervention ne porte donc en rien atteinte au système actuel de détachements contre paiement et ne peut pas lui être substitué.

2. Réalisation

Progressivement, la police fédérale affectera structurellement 700 policiers opérationnels au Corps d'intervention. Les 300 premiers policiers du Corps d'intervention seront mis en place en 2005. Le financement et l'affectation des 400 emplois supplémentaires du Corps d'intervention devront être réalisés au plus tard le 31 décembre 2006.

L'effectif que la police fédérale met à ce jour déjà gratuitement à la disposition de la police locale, est considéré comme faisant partie du Corps d'intervention, à l'exception de ceux qui satisfont aux fonctionnalités qui seront, à terme, assumées par le Corps de sécurité et ce, aussi longtemps que l'encadrement du Corps de sécurité ne lui permet pas de s'acquitter seul de ces missions dans les zones de police concernées.

L'encadrement opérationnel sera limité au minimum nécessaire pour pouvoir former les unités constituées.

3. Répartition

3.1. La répartition des 300 premiers membres du Corps d'intervention

La répartition des 300 premiers membres du Corps d'intervention s'opère d'une manière linéaire au sein des 10 provinces et de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

- 60 % des membres du corps d'intervention (180) sont mis à la disposition des zones de police (zones hôtes) et travaillent sous l'autorité du chef de zone. Ils sont gérés administrativement par le DirCo de l'arrondissement du chef lieu de la province.
- 20 % des membres du corps d'intervention (60) sont mis à la disposition des DirCo des chefs lieux de province et de Bruxelles pour prendre en charge les missions de capacité hypothéquée à la place des zones de police.
- 20 % des membres du corps d'intervention (60) sont mis à la disposition des DirCo des chefs lieux de province et de Bruxelles en vue de l'exercice d'autres actions policières spécifiques.

3.2. Aperçu par province

Destination	Nombre	DirCo (40 %)	Zones de police (60 %)
AABC	26	10	16
ANV	27	11	16
LIM	27	11	16
FLOC	27	11	16
FLOR	28	11	17
BRFL	28	11	17
BRW	27	11	16
NAM	27	11	16
HAI	27	11	17
LIE	28	11	17
LUX	27	11	16
TOTAL	300	120	180

(Pour la répartition entre les zones de police au sein de la province et de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, voir Chapitre II).

3.3. Distribution ultérieure du Corps d'intervention

La distribution ultérieure de l'apport complémentaire de 400 policiers interviendra :

— En fonction des résultats de l'évaluation de l'objectif du Gouvernement visant à avoir, avant la fin de la législature, plus de 3.000 policiers de plus en rue. Cette évaluation sera commentée dans une directive séparée.

— En fonction de paramètres à fixer par province et pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. On peut, par exemple, envisager :

- l'utilisation d'Hycap sur une période de référence déterminée ;
- l'expérience acquise lors de l'engagement des 300 premiers membres du personnel du Corps d'intervention ;
- l'évolution globale et/ou locale de la situation en matière de sécurité ;
- les possibilités des zones de police de générer elles-mêmes leur propre capacité.

4. Portée de cette circulaire

La présente circulaire ne concerne que la mise en œuvre des 300 premiers membres du Corps d'intervention.

5. Implantation

De manière générale, 60 % du personnel du Corps d'intervention sera mis en place directement dans une ou plusieurs zones de police, appelées zones hôtes, de chaque province et de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Les 40 % restants du personnel du Corps d'intervention seront mis en place auprès du DirCo du chef lieu de province et de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

6. Origine

La première partie du Corps d'intervention sera composée de 11 cadres moyens et de 289 cadres de base.

Ces cadres moyens assumeront leur tâche dans le Corps d'intervention au sein des SCA.

A l'occasion de la première mise en place, tous les emplois du Corps d'intervention seront déclarés vacants et attribués pour l'arrondissement (SCA), avec la nuance de la déclaration de vacances de deux catégories d'emplois :

— Emplois avec une zone de police de la province comme futur lieu habituel du travail (sans la définir plus clairement à ce stade)

— Emplois avec le SCA du chef lieu de province ou le SCA de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale comme futur lieu habituel du travail.

Lors de l'attribution des emplois, une préséance sera réservée, sur un pied d'égalité, au groupe cible prioritaire constitué du personnel suivant :

— Les membres du personnel opérationnels mentionnés dans la liste des 1.080 membres du personnel de la police fédérale occupant un emploi, prévu pour un collaborateur CALOG et devant quitter leur emploi

— Les membres du personnel en surnombre des centres de communication.

— Les membres du personnel en surnombre auprès des SCA.

A défaut d'un nombre suffisant de candidats aptes issus du groupe cible prioritaire, les emplois seront attribués à d'autres membres opérationnels de la police fédérale, à l'exclusion des emplois pour lesquels le titulaire compte, à la date de publication de la vacance de l'emploi, un temps de présence de moins de trois années dans l'emploi qu'il/elle occupe.

La mise en place du Corps d'intervention devra être réalisée au niveau provincial le lundi 31 octobre 2005.

La répartition ultérieure du personnel dans les zones hôtes pour les emplois dont le lieu habituel de travail est donc une zone de police, sera réglée au niveau du DirCo dès que la répartition numérique du Corps d'intervention entre les zones de police de la province et de l'arrondissement administratif de Bruxelles-capitale aura été fixée. En principe, ce sera le cas le 17 octobre 2005 (Voir point 6 du Chapitre II). Cette répartition se fera en faisant appel au volontariat. En cas d'excédent de candidat, la priorité sera donnée au(x) plus ancien(s). A défaut d'un nombre suffisant de candidat, le(s) plus jeune(s) seront désignés à l'emploi.

D'éventuelles adaptations à la situation initiale consécutives à de nouvelles décisions de la structure de gestion, seront réglées au niveau du DirCo du chef lieu de province ou de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE II. — *Le corps d'intervention dans les zones hôtes*

1. Personnel

a. Destination

Une structure de gestion constituée par les DirCo et les présidents des collèges de police concernés (voir plus loin point 6) déterminera l'attribution des 60 % de l'effectif du Corps d'intervention (180 policiers) qui seront directement mis à la disposition des zones de police dans chaque province et dans l'arrondissement administratif de Bruxelles.

b. Conditions

Pour un emploi dans le Corps d'intervention, entre en considération le membre du personnel qui :

- n'a pas fait l'objet d'une évaluation périodique clôturée par une mention finale insuffisante au cours des cinq années précédant la publication de l'emploi vacant,
- se trouve en activité de service,
- répond au profil du policier local ou est disposé à atteindre ce profil.

Ces emplois seront attribués par ordre d'ancienneté des candidats satisfaisant aux conditions précitées.

c. Statut

Les membres du personnel du Corps d'intervention continuent à faire partie de la police fédérale. Les membres du personnel du Corps d'intervention ne sont pas détachés mais bien mis à disposition de la (des) zone(s) de police concernée(s).

Les zones de police hôtes sont statutairement considérées comme le lieu habituel de travail des membres du Corps d'intervention.

Tant au niveau opérationnel qu'administratif, ces derniers relèvent de l'autorité du chef de corps de la zone hôte. Cette zone communiquera toutes les pièces administratives au DirCo.

Les membres du personnel du Corps d'intervention bénéficient des indemnités de repas si l'engagement sur place y donne droit.

Les membres du personnel du Corps d'intervention bénéficient, conformément aux modalités réglementaires, des allocations et indemnités prévues par le statut si la tâche pour laquelle il est engagé le justifie.

Les accidents du travail éventuels sont couverts et traités par la zone de police concernée. Il en va de même pour la responsabilité civile.

En ce qui concerne l'évaluation et la discipline, sont appliquées les règles qui sont d'application aux détachés structurels.

d. Formation

La formation du personnel du Corps d'intervention relève de la responsabilité organisationnelle et financière de la zone hôte.

La possibilité est offerte aux zones hôtes par la police fédérale de faire suivre, le cas échéant, au personnel concerné après sa mise en place dans la zone, la formation générale prévue pour les membres du personnel réaffectés, entièrement ou partiellement, moyennant le paiement de 5 euros par personne et par heure de formation.

e. Gestion

Le personnel du Corps d'intervention est géré administrativement par le DirCo du lieu d'implantation du Corps d'intervention. Cette gestion administrative implique que toutes les pièces administratives concernant ce personnel doivent entrer dans les systèmes de gestion du personnel de la police fédérale par le biais du DirCo.

2. Budget

Le salaire et les éléments fixes du salaire de ces membres du Corps d'intervention sont supportés par la police fédérale. Les autres éléments de la rémunération sont à charge de la zone.

La partie étant à la charge des zones de police (allocation de proximité, inconvénients, frais de mission et autres allocations et indemnités) est payée, pour la période complète de mise à disposition, par la police fédérale qui en sollicite ensuite le remboursement trimestriel par la zone hôte.

3. Logistique

L'équipement de base et l'équipement de fonction général des policiers du Corps d'intervention sont fournis par la police fédérale (uniforme, armement individuel). L'équipement propre aux missions dans les zones est fourni par les zones (véhicules, radios).

Le personnel est installé dans les locaux administratifs de l'infrastructure existante de la police locale. Le coût de l'hébergement est à charge de la zone (mobilier, frais de fonctionnement).

4. Missions

Les membres du personnel du Corps d'intervention doivent être engagés dans des emplois emportant directement et principalement l'exécution de missions qui relèvent de la fonction de police de base. Ceci implique notamment que ces membres du personnel ne peuvent être affectés à des fonctions administratives et/ou logistiques. Tel engagement serait d'ailleurs contraire à l'esprit de l'opération de calogisation en cours dans la police fédérale et souhaitée dans la police locale.

Leur mise en œuvre doit intervenir en priorité en intervention, en police de quartier, en régulation de la circulation et fonctionnement par projets ainsi qu'en maintien de l'ordre public sans que cela entraîne l'exercice de fonctions spécialisées telles que motard ou maître chiens.

5. Actualisation de la MFO-2 par rapport au Corps d'intervention

La directive ministérielle MFO-2 du 30 juillet 2004 relative au mécanisme de solidarité entre les zones de police en matière de renforts pour des missions de police administrative prévoit que l'introduction progressive du corps d'intervention zonal est un de vecteurs devant contribuer à un engagement réduit de l'Hycap.

Cette directive prévoit actuellement que le personnel du Corps d'intervention ne sera pas pris en compte pour le calcul du niveau de disponibilité.

Suite à une recommandation de la Commission d'accompagnement de la réforme de la police au niveau local, la MFO-2 sera adaptée de la manière suivante :

— le niveau de disponibilité, s'élevant au maximum à 7 % des effectifs réels de chaque zone, sera augmenté, pour la zone hôte, du nombre de membres du personnel mis à sa disposition par le Corps d'intervention.

— le seuil de recevabilité des demandes en renfort pour la gestion des événements ou des opérations de la police administrative, d'au moins 12 % de l'effectif disponible, sera augmenté, pour la zone hôte, du nombre de membres du personnel mis à sa disposition par le Corps d'intervention.

— la solidarité d'arrondissement, définie à 2 % de l'effectif disponible de chaque zone qui englobe l'effectif mis à sa disposition par le Corps d'intervention.

Dans les jours qui précèdent un événement, le DirCo épuise, en concertation avec la (les) zone(s) de police concerné(es), la capacité éventuellement restante du Corps d'intervention destinée à l'Hycap en remplacement de la solidarité d'arrondissement qui devait être fournie par des zones de police qui ne sont pas zones hôtes du Corps d'intervention. L'engagement du Corps d'intervention est alors à considérer comme engagement pour des missions d'Hycap.

Ces adaptations signifient donc que les zones de police qui ne sont pas zones hôtes recevront un gain en capacité complémentaire pour le « bleu en rue », en ce qu'elles seront moins vite sollicitées dans le cadre de la solidarité d'arrondissement et, a fortiori, dans le cadre de l'Hycap et qu'elles pourront affecter en conséquence plus encore leur personnel à la fonction de police de base.

6. Composition et fonctionnement de la structure de gestion

a. Composition

Président : le président du Collège de police de la zone de police du chef lieu de la province ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Membres :

— Les DIRCO de la province ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

— Les présidents des autres collèges de police de la province ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale pour autant qu'ils souhaitent faire effectivement fonction de zone hôte pour une partie du Corps d'intervention et qu'ils informent expressément le président de leur souhait de faire partie de la structure de gestion.

b. Missions

La structure de gestion se chargera de la répartition numérique du Corps d'intervention entre les zones de police de la province et de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Cette répartition aura lieu sur base des demandes émanant des présidents des collèges de police de la province ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale qui souhaitent faire fonction de zone hôte pour une partie du Corps d'intervention.

I. Principes généraux relatifs à la répartition du Corps d'intervention

Les demandes comporteront au moins les éléments suivants :

— La mention expresse que la zone s'engage à en supporter les frais conformément aux dispositions de la présente circulaire.

— La mention expresse que la zone est à même d'héberger le personnel sollicité.

— Le nombre souhaité de membres du Corps d'intervention (minimum 4).

— L'énumération des missions qui seront exécutées par le personnel du Corps d'intervention

— La durée souhaitée de la mise à disposition avec un maximum de trois ans (la mise à disposition est accordée en général pour une période de 3 ans) et un minimum de 6 mois

— Les motifs de la demande

— La situation relative à l'attribution et à l'occupation du cadre organique dans la zone.

Il sera tenu compte des principes suivants lors de la répartition du Corps d'intervention :

— Sauf si une seule zone se déclare candidat zone hôte, au moins deux zones de police seront desservies par province et au sein de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

— La zone de police du chef lieu de province ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale bénéficie d'une priorité.

— L'effectif minimum de personnel du Corps d'intervention affecté à une zone de police est de 4 personnes.

— Une priorité est accordée aux mises à disposition de longue durée.

— Une priorité est accordée à des zones de police dont l'effectif n'est pas déficitaire par rapport à l'effectif minimal fixé par le Roi. Lors de cette répartition, il faut toutefois tenir compte des efforts consentis par les zones afin d'atteindre leur effectif minimal et de compléter leur cadre.

Si la répartition entre les zones de police concerne moins de membres du personnel que ceux effectivement disponibles, les membres du personnel restants seront alors mis à la disposition du DirCo du chef lieu de la province concernée ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

II. La répartition numérique initiale du Corps d'intervention

Pour la mise en place initiale, les présidents des collèges de police de la province ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale souhaitant fonctionner comme zone hôte devront introduire, au plus tard le 16 septembre 2005, une demande en ce sens auprès du président de la structure de gestion.

Après réception des demandes, le président de la structure de gestion déterminera, sur base de ces demandes, la composition nominative de la structure de gestion.

Il transmettra ensuite un dossier de synthèse des demandes reçues à l'ensemble des membres de la structure de gestion et organisera une réunion de la structure en vue de la répartition initiale de la capacité mise à disposition par le Corps d'intervention.

Si aucun consensus ne peut être atteint au sein de la structure de gestion, son président saisira du dossier le Gouverneur de province ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale au plus tard le 7 octobre 2005. Le Gouverneur transmettra, au plus tard le 17 octobre 2005, le dossier au Ministre de l'Intérieur.

Le dossier :

— Mentionnera expressément les motifs pour lesquels aucun consensus n'a pu être obtenu au sein de la structure de gestion.

— Sera accompagné d'un avis circonstancié du Gouverneur

— Comprendra une proposition du Gouverneur de décision motivée pour le Ministre de l'Intérieur

Dans ce cas, le Ministre de l'Intérieur décidera de la répartition du Corps d'intervention au sein de la province ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Si un consensus est atteint au sein de la structure de gestion, son président informera, au plus tard le 17 octobre 2005, le Ministre de l'Intérieur de la répartition de l'effectif du Corps d'intervention affecté à la police locale.

III. Adaptations de la situation initiale

Les demandes et/ou modifications ultérieures de la situation initiale sont traitées par la structure de gestion provinciale.

CHAPITRE III. — *Le corps d'intervention auprès des DirCos*

1. Personnel

a. Destination

L'octroi des 40 % de l'effectif du Corps d'intervention (120 policiers) auprès des DirCos se réalise de manière linéaire entre les DirCos des chefs lieux de province et de celui de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

b. Conditions

Pour un emploi dans le Corps d'intervention, entre en considération le membre du personnel qui :

— n'a pas fait l'objet d'une évaluation périodique clôturée par une mention finale insuffisante au cours des cinq années précédant la publication de l'emploi vacant,

— se trouve en activité de service,

— répond au profil de la DAR ou au profil Hycap ou est disposé à atteindre ce profil.

Les cadres moyens doivent satisfaire à une interview au niveau du DirCo concerné.

Ces emplois seront attribués par ordre d'ancienneté des candidats satisfaisant aux conditions précitées. La priorité sera donnée, par ordre, aux candidats répondant au profil de la DAR et ensuite à ceux répondant au profil Hycap.

c. Statut

Les membres du personnel du Corps d'intervention continuent à faire partie de la police fédérale. Ils sont considérés comme faisant partie des sous-unités de DGA, avec comme lieu de travail habituel (LHT) le siège du DirCo d'implantation du Corps d'intervention.

Les membres du personnel du Corps d'intervention ne sont jamais détachés mais bien mis à la disposition de la police locale ou d'unités et services de la police fédérale.

Le personnel du Corps d'intervention est géré fonctionnellement et administrativement par le DirCo.

Sur le plan opérationnel, les membres du Corps d'intervention relèvent de l'autorité du Corps ou du service au profit duquel ils effectuent une mission.

Le DirCo décide de la manière dont s'effectue le déplacement vers le lieu temporaire de travail (LTT).

Les membres du personnel du Corps d'intervention bénéficient de la petite indemnité de repas pour les jours où ils sont effectivement mis à la disposition ou engagés autrement en dehors de leur lieu habituel de travail (LHT). La police fédérale rédigera à cet effet un projet d'Arrêté royal en vue de l'adaptation du PJPOL.

Les membres du Corps d'intervention ne bénéficient pas de la prime de proximité.

d. Formation

La formation du personnel du Corps d'intervention relève de la responsabilité du DirCo du lieu d'implantation.

Le personnel en provenance de la DAR n'ont plus besoin de formation spécifique. Les autres membres du personnel devront suivre la formation Hycap et/ou la formation générale prévue pour la réaffectation.

e. Gestion

Le DirCo assure la gestion du Corps d'intervention avec ses propres moyens disponibles.

Le DirCo du lieu d'implantation assure un suivi quotidien des mises à disposition et de l'engagement du Corps d'intervention dans l'arrondissement.

2. Budget

Le salaire de ces membres du Corps d'intervention est entièrement supporté par la police fédérale, à l'exception des heures de week-end et de nuit qui découlent des autres missions non-Hycap, assumées en faveur de la police locale et exclusivement en faveur d'une seule zone. Dans ce dernier cas, elles sont payées par la zone de police en question et facturées mensuellement selon un montant forfaitaire moyen par heure.

Ces montants s'élèvent, pour les inspecteurs concernés, à 13,47 Euro par heure de nuit et à 26,94 Euro par heure de week-end.

3. Logistique

Le soutien logistique du Corps d'intervention doit en principe être assuré par la police fédérale.

Le personnel du Corps d'intervention sera installé dans les locaux administratifs de l'infrastructure existante du DirCo. Le coût de cet hébergement est à charge de la police fédérale.

L'équipement de base, l'équipement de fonction général, l'équipement de circulation et d'ordre public des policiers du Corps d'intervention est fourni par la police fédérale.

L'équipement propre aux missions effectuées dans les zones est fourni par les zones (véhicules, radios).

Lorsque le Corps d'intervention est engagé en remplacement de la capacité hypothéquée, les moyens organiques (véhicules, matériel, radios) prévus pour les unités constituées doivent être fournis par la police fédérale. Pour l'accomplissement d'autres missions, le personnel sera, si nécessaire, convoyé vers son lieu temporaire de travail au moyen du transport de la police fédérale.

4. Missions

4.1. Principes de base

Les membres du personnel du Corps d'intervention doivent être engagés complètement et effectivement pour les missions énumérées ci-après.

Le personnel doit donc être engagé, à raison de 100 % de la capacité disponible, dans les missions ainsi prévues (la capacité disponible est la capacité totale diminuée des absences pour raisons de santé, d'autres motifs d'indisponibilité et la formation).

La moitié de la capacité disponible auprès des onze DirCo, doit être engagée pour la capacité hypothéquée conformément à la directive MFO-2 relative à la capacité hypothéquée.

L'autre moitié de cette capacité doit être engagée en appui de la politique de sécurité.

Le personnel du Corps d'intervention peut être engagé pour des actions pour lesquelles la direction opérationnelle et la coordination sont assurées soit par une zone de police, soit par la police fédérale.

4.2. Engagement en remplacement de la capacité hypothéquée.

Cet engagement doit avoir pour résultat de diminuer le recours à la capacité hypothéquée ainsi que l'appui non spécialisé qui était fourni par la DAR avant la mise en place du Corps d'intervention.

L'engagement du Corps d'intervention en remplacement de la capacité hypothéquée doit répondre aux principes énoncés par la MFO 2 du 30 juillet 2004 portant sur le mécanisme de solidarité entre les zones de police en matière de renforts pour des missions de police administrative.

Dans le cas d'un engagement en remplacement dans le cadre de la capacité hypothéquée, les zones de police locales bénéficient ainsi d'un avantage indirect.

4.3. Appui à la politique de sécurité

Les autres missions du Corps d'intervention doivent toujours être liées à l'exécution d'actions concrètes ou pour la résolution de problèmes ponctuels de capacité.

Le DirCo doit mener une politique de soutien active et, pour ce faire, prendre les initiatives utiles. Il ne suffit pas, à son niveau, d'attendre les demandes de soutien : le DirCo doit proposer d'initiative une offre de service.

L'engagement suivant est possible :

- Des missions dans le cadre de la lutte contre les phénomènes d'insécurité (vague de vols avec effraction, nuisance de drogues,...);

- Pour des opérations policières de grande envergure (FIPA notamment);

- La gestion d'événements imprévisibles

- L'engagement (mise à disposition) pour faire face à des phénomènes saisonniers.

Pareil engagement doit être suffisamment encadré par un personnel provenant du service qui y fait appel, afin d'éviter autant que possible des interventions autonomes de membres du Corps d'intervention.

Le service qui bénéficie de l'appui retire un avantage direct d'un tel engagement..

4.4. Opérations inopinées

En cas d'opérations imprévues, le DirCo du lieu d'implantation du Corps d'intervention peut révoquer les engagements intervenant dans sa partie de territoire. DAO dispose de cette prérogative pour l'ensemble du Corps d'intervention.

4. Procédure

L'engagement du Corps d'intervention doit toujours se décider de manière concertée avec le service de police concerné.

Toutes les demandes de soutien du Corps d'intervention sont adressées par les services concernés à leur DirCo (territorialement compétent) qui relayera la demande au DirCo du chef lieu de province.

Les demandes doivent toujours être clairement motivées.

Les DirCo doivent informer DAO en temps réel des engagements souscrits pour le Corps d'intervention.

Lorsque la capacité du Corps d'intervention d'un DirCo du lieu d'implantation est épuisée, les éventuelles demandes de renfort pendantes sont réglées conformément aux dispositions de la MFO-2 du 30 juillet 2004 relative au mécanisme de solidarité entre les zones de police en matière de renfort pour des missions de police administrative pour l'exécution d'actions policières sur leur terrain d'action.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAELE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2005/00529]

19 AUGUSTUS 2005. — Ministeriële omzendbrief GPI 44 : richtlijnen betreffende het interventiekorps

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de Heer Inspecteur-generaal van de algemene inspectie van de federale en van de lokale politie,

Ter informatie :

Aan de Heer Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,

Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

Mijnheer de Inspecteur-generaal,

Dames en Heren,

HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

1. Algemeen

De Regering heeft op de bijzondere ministerraad veiligheid en justitie van 30 en 31 maart 2004 in het kader van een aantal maatregelen om tegen het einde van de legislatuur meer dan 3.000 politieagenten meer op straat te krijgen, beslist een interventiekorps op te richten.

Het Interventiekorps maakt deel uit van de totale bijdrage van de federale overheid, aan de ondersteuning van het lokale veiligheidsbeleid.

Eén van de voornaamste kenmerken van de tweeledige structuur van het politieapparaat is de geïntegreerde werking die er moet zijn tussen de federale en de lokale politie. De federale politie moet inderdaad over het hele grondgebied niet alleen haar eigen opdrachten, maar ook ondersteunende opdrachten voor de lokale politie vervullen.

De oprichting van een interventiekorps komt neer op een aanpassing van de werking van de geïntegreerde politie om :

— de zichtbare aanwezigheid van de politie op het terrein te verhogen;

- bij te dragen tot de realisatie van de beslissing van de Regering om de gehypothekeerde capaciteit af te bouwen;
- de lokale politie al dan niet in samenwerking met een aantal operationele diensten van de federale politie te ondersteunen bij de verwezenlijking van de prioriteiten uit het zonaal en het nationaal veiligheidsplan.

Op termijn zullen 700 politiemensen van de federale politie worden gedeconcentreerd naar een aantal politiezones en DirCo's om tot een doeltreffender en doelmatiger gebruik van de beschikbare capaciteit te komen en de zichtbare aanwezigheid van de politie te verhogen.

Het interventiekorps mag niet benut worden om structurele tekorten weg te werken. Die kunnen conform de huidige regeling via detacheringen van de federale politie naar de betrokken politiezones verholpen worden. De inzet van het interventiekorps doet bijgevolg geen afbreuk aan het bestaande systeem van detacheringen tegen betaling dat er niet mag door vervangen worden.

2. Invulling

De federale politie zal progressief op structurele basis 700 operationele personeelsleden toewijzen aan het interventiekorps. De eerste 300 leden van het interventiekorps zullen in 2005 in plaats gesteld worden. De financiering en de invulling van de bijkomende 400 bedieningen in het interventiekorps dienen ten laatste op 31 december 2006 afgerond te zijn.

Het effectief dat op dit ogenblik door de federale politie reeds gratis ter beschikking gesteld wordt van de lokale politie moet worden beschouwd deel uit te maken van het interventiekorps met uitzondering van het aantal dat functionaliteiten vervult die op termijn zullen overgenomen worden door het veiligheidskorps tot zolang de omkadering van dit veiligheidskorps in de betrokken politiezones niet toelaat om die opdrachten over te nemen.

De operationele omkadering zal beperkt worden tot wat minimaal nodig is om geconstitueerde eenheden te vormen.

3. Verdeling

3.1. De verdeling van de eerste 300 leden van het interventiekorps

De verdeling van de eerste 300 leden van het interventiekorps gebeurt lineair over de 10 provincies en het administratief arrondissement Brussel-Hoofstad.

- 60 % van de leden van het interventiekorps (180) worden ter beschikking gesteld van de politiezones (de gastzones) en werken onder het gezag van de korpschef. Ze worden administratief beheerd door de DirCo van het arrondissement van de provinciehoofdplaats.

- 20 % van de leden van het interventiekorps (60) worden ter beschikking gesteld van de DirCo hoofdplaats provincie en Brussel voor opdrachten van gehypothekeerde capaciteit in plaats van de politiezones.

- 20 % van de leden van het interventiekorps (60) worden ter beschikking gesteld van de DirCo hoofdplaats provincie en Brussel voor andere welbepaalde politionele acties.

3.2. Overzichtstabel per provincie

Bestemming	Aantal	GPW DirCo (40 %)	GPW Politiezones (60 %)
BHG	26	10	16
ANT	27	11	16
LIM	27	11	16
WVL	27	11	16
OVL	28	11	17
VLBR	28	11	17
WBR	27	11	16
NAM	27	11	16
HAI	27	11	17
LIE	28	11	17
LUX	27	11	16
TOTAAL	300	120	180

(Voor de verdeling over de politiezones binnen de provincie en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad zie Hoofdstuk II).

3.3. De verdere verdeling van het interventiekorps

De latere verdeling van de inbreng van 400 politiemensen zal gebeuren :

- in functie van de resultaten van de evaluatie van het objectief van de regering om tegen het einde van de legislatuur meer dan 3.000 politiemensen meer op straat te brengen. Die evaluatie zal in een afzonderlijke richtlijn toegelicht worden.

- in functie van per provincie en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad te bepalen parameters. Daarbij kan bijvoorbeeld gedacht worden aan :

- het verbruik aan Hycap in een bepaalde referentieperiode
- de ervaring met de inzet van de eerste 300 personeelsleden van het interventiekorps
- de evolutie van het globaal en/of lokaal veiligheidsbeeld
- de mogelijkheden van de politiezones om zelf capaciteit te genereren

4. Draagwijdte van deze omzendbrief

Deze omzendbrief heeft enkel betrekking op de inplaatsstelling van de eerste 300 leden van het interventiekorps.

5. Inplanting

Algemeen zal 60 % van het personeel van het interventiekorps rechtstreeks in één of meerdere politiezones, gastzones genoemd, van iedere provincie en het administratief arrondissement Brussel tewerkgesteld worden.

De resterende 40 % van het personeel van het interventiekorps zal bij de DirCo van hoofdplaats provincie en het administratief arrondissement Brussel tewerkgesteld worden.

6. Herkomst

Het eerste deel van het interventiekorps zal bestaan uit 11 middenkaders en 289 basiskaders :

Die middenkaders zullen hun taak in het interventiekorps bij de CSD uitvoeren.

Bij de eerste inplaatsstelling zullen alle bedieningen van het interventiekorps op het niveau van het arrondissement (CSD) vacant verklaard en toegekend worden met dit onderscheid dat twee soorten bedieningen zullen opengesteld worden :

- bedieningen met als toekomstige gewone plaats van het werk een politiezone uit de provincie (zonder deze op dit ogenblik nader te bepalen)
- bedieningen met als toekomstige gewone plaats van het werk de CSD hoofdplaats provincie of de CSD van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad

Bij het toekennen van de bedieningen zal prioritair en op gelijke voet voorrang verleend worden aan volgende doelgroep :

- Operationele personeelsleden die vermeld zijn op de lijst van de 1080 personeelsleden van de federale politie die een bediening, voorzien voor een CALog-medewerker bezetten, en die bediening moeten verlaten.
- de overtallige personeelsleden van de communicatiecentra
- de overtallige personeelsleden bij de CSD

Bij ontstentenis van voldoende geschikte kandidaten uit de prioritaire doelgroep zullen de bedieningen toegekend worden aan andere operationele leden van de federale politie met uitzondering van betrekkingen waarvoor de titularis op datum van de bekendmaking van de vacante betrekking een aanwezigheidsstermijn van minder dan drie jaar heeft volbracht in de betrekking die hij/zij bekleedt.

De inplaatsstelling van het interventiekorps dient op provinciaal niveau op maandag 31 oktober 2005 gerealiseerd te zijn.

De verdere verdeling naar de gastzones toe van de bedieningen met als gewone plaats van het werk een politiezone, zal op het niveau van de DirCo geregeld worden, van zodra de numerieke verdeling van het interventiekorps tussen de politiezones van de provincie en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad zal worden vastgelegd. In principe zal dit op 17 oktober 2005 het geval zijn. (Zie punt 6 van Hoofdstuk II). Voor deze verdeling zal gewerkt worden op basis van vrijwilligheid. Wanneer er een teveel aan kandidaten is zal prioriteit verleend worden aan de oudsten. Wanneer er onvoldoende kandidaten zijn zullen de jongste voor de bediening aangeduid worden.

Eventuele aanpassingen aan de beginsituatie ingevolge nieuwe beslissingen van de beheersstructuur zullen op het niveau van de DirCo Hoofdplaats provincie of Brussels hoofdstedelijk gewest geregeld worden.

HOOFDSTUK II — *Het interventiekorps in de gastzones*

1. Personeel

a. Bestemming

De toewijzing van de 60 % (180 politiemensen) van het interventiekorps dat rechtstreeks ter beschikking gesteld wordt van de politiezones zal in iedere provincie en het administratief arrondissement Brussel gebeuren door een beheersstructuur bestaande uit de DirCo's en de voorzitters van de politiecolleges. (Zie verder punt 6)

b. Voorwaarden

Voor een bediening in het interventiekorps komt in aanmerking het personeelslid dat :

- geen periodieke evaluatie met eindvermelding onvoldoende heeft opgelopen in de loop van de vijf jaar voorafgaand aan de bekendmaking van de vacante betrekking
- zich bevindt in dienstactiviteit
- beantwoordt aan het profiel lokale politie of bereid is dit profiel te behalen

Deze betrekkingen zullen worden toegekend in volgorde van de anciënniteit van de kandidaten die voldoen aan de vereiste voorwaarden.

c. Statuut

De personeelsleden van het interventiekorps blijven tot de federale politie behoren. De personeelsleden van het interventiekorps zijn niet gedetacheerd maar wel ter beschikking gesteld van de betrokken politiezone(s).

De gastzones worden, op statutair vlak, beschouwd als de gewone plaats van het werk van de leden van het interventiekorps.

Zij staan zowel operationeel als administratief onder het gezag van de korpschef van de gastzone. Deze zone zal alle administratieve stukken overmaken aan de DirCo.

De personeelsleden van het interventiekorps genieten de maaltijdvergoedingen indien de inzet ter plaatse daartoe het recht opent (voornamelijk voor permanente interventieploegen);

De personeelsleden van het interventiekorps genieten, conform de reglementaire modaliteiten, de statutair voorziene vergoedingen en toelagen indien de taak waarvoor het wordt ingezet daartoe het recht opent.

Gebeurlijke arbeidsongevallen worden gedekt en afgehandeld door de betrokken politiezone. Idem dito voor de burgerlijke aansprakelijkheid.

Wat de evaluatie en de tucht betreft worden dezelfde regels toegepast als deze die op de structureel gedetacheerden van toepassing zijn.

d. Opleiding

De opleiding van het personeel van het interventiekorps valt onder de organisatorische en financiële verantwoordelijkheid van de gastzone.

Aan de gastzones wordt door de federale politie de mogelijkheid geboden om in voorkomend geval, geheel of gedeeltelijk, het personeel, na de inplaatsstelling in de zones, de algemene opleiding voor herplaatste personeelsleden te laten volgen tegen betaling van 5 euro per uur per persoon.

e. Beheer

Het personeel van het Interventiekorps wordt administratief beheerd door de DirCo van inplanting van het interventiekorps. Dit administratief beheer houdt in dat alle administratieve stukken met betrekking tot dit personeel via de DirCo in de bestaande administratieve beheerssystemen van de federale politie moeten terechtkomen.

2. Budgettair

De wedde en de vaste elementen van de verloning van deze leden van het interventiekorps worden door de federale politie gedragen. De andere elementen van de bezoldiging vallen ten laste van de zone.

Het deel dat ten laste van de zones valt (nabijheidstoelage, inconvenienten, opdrachtkosten, andere toelagen en vergoedingen) wordt voor de gehele periode van terbeschikkingstelling door de federale politie betaald die nadien trimestrieel de terugbetaling vraagt aan de gastzone.

3. Logistiek

De basisuitrusting en de algemene functieuitrusting van de politiemensen van het interventiekorps wordt door de federale politie geleverd (uniform, individuele bewapening). De uitrusting eigen aan de opdrachten in de zones wordt door de zones geleverd (voertuigen, radio's).

Het personeel wordt geïnstalleerd in de administratieve lokalen van de bestaande infrastructuur van de lokale politie. De kost van die huisvesting valt ten laste van de zone (meubilair, werkingskosten).

4. Opdrachten

De personeelsleden van het interventiekorps moeten ingezet worden in bedieningen die rechtstreeks en in hoofdzaak het uitvoeren van opdrachten die behoren tot de basispolitiezorg inhouden. Dit houdt onder meer in dat deze personeelsleden niet mogen ingezet worden in administratieve en/of logistieke functies. Dergelijke inzet zou trouwens ingaan tegen de geest van de bij de federale politie aan de gang zijnde en bij de lokale politie wenselijke calogisering.

Hun inzet dient prioritair te gebeuren binnen interventie, buurtpolitie, verkeersregeling, projectwerking en handhaving van de openbare orde zonder dat dit de uitoefening van gespecialiseerde functies zoals motorrijder of hondengeleider met zich brengt.

5. Actualisering van de MFO-2 met betrekking tot het interventiekorps

De ministeriële richtlijn

MFO-2

van 30 juli 2004 betreffende het solidariteitsmechanisme tussen de politiezones inzake versterkingen voor opdrachten van bestuurlijke politie stelt dat de progressieve invoering van het zonaal interventiekorps één van de vectoren is die moet bijdragen tot een verminderde inzet van Hycap.

Deze richtlijn bepaalt momenteel dat het personeel van het interventiekorps niet in rekening zal genomen worden voor de berekening van het beschikbaarheidsniveau.

Ingevolge een aanbeveling van de Commissie ter begeleiding van de politiehervorming op lokaal niveau zal de MFO-2 als volgt aangepast worden :

- het beschikbaarheidsniveau, dat maximum 7 % bedraagt van de reële effectieven van elke zone, voor de gastzone wordt verhoogd met het aantal eenheden dat zij vanuit het interventiekorps ter beschikking krijgt.

- de ontvankelijkheidsdrempel van de aanvragen tot versterking voor het beheer van gebeurtenissen of operaties van bestuurlijke politie, ten belope van minstens 12 % van het beschikbaar effectief, voor de gastzone wordt verhoogd met het aantal eenheden dat zij uit het interventiekorps ter beschikking krijgt.

- de arrondissementssolidariteit vastgesteld op 2 % van het beschikbaar effectief van elke zone, inbegrepen het effectief dat haar ter beschikking werd gesteld door het interventiekorps.

Tijdens de dagen die aan een gebeurtenis voorafgaan put de DirCo, in overleg met de betrokken politiezone(s), de eventueel resterende capaciteit voor Hycap van het interventiekorps uit ter vervanging van arrondissementele solidariteit uit politiezones die niet als gastzone voor het interventiekorps fungeren. De inzet van het interventiekorps is dan te beschouwen als inzet voor opdrachten van Hycap.

Deze aanpassingen betekenen dat ook de politiezones die niet als gastzone fungeren enige bijkomende capaciteitswinst voor «blauw op straat» verkrijgen doordat die niet-gastzones minder snel door de gastzones in het kader van arrondissementele solidariteit, en a fortiori in het kader van Hycap, zullen worden bevraagd en hun personeelsmiddelen nog meer voor de basispolitiezorg kunnen inzetten.

6. Samenstelling en werking van de beheersstructuur

a. Samenstelling

Voorzitter : de voorzitter van het politiecollege van de politiezone hoofdplaats provincie of het administratief arrondissement Brussel Hoofdstad.

Leden :

- De directeurs-coördinatoren uit de provincie of het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

- De voorzitters van de overige politiecolleges uit de provincie of het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad voor zover zij: daadwerkelijk als gastzone wensen te fungeren voor een deel van het interventiekorps en uitdrukkelijk ter kennis brengen van de voorzitter dat zij deel wensen uit te maken van die beheersstructuur.

b. Opdrachten

De beheersstructuur zal instaan voor de numerieke verdeling van het interventiekorps tussen de politiezones van de provincie en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Deze verdeling zal gebeuren op basis van de aanvragen uitgaande van de voorzitters van de politiecolleges uit de provincie of het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad die als gastzone wensen te fungeren voor een deel van het interventiekorps.

I. Algemene principes met betrekking tot de verdeling van het interventiekorps

De aanvragen zullen minstens volgende elementen bevatten :

- De uitdrukkelijke vermelding dat de zone er zich toe verbindt de kosten te dragen overeenkomstig de bepalingen van deze omzendbrief.

- De uitdrukkelijke vermelding dat de zone het gevraagde personeel kan huisvesten.

- Het gewenst aantal leden van het interventiekorps (minimum 4).

- De opsomming van de opdrachten die door het personeel van het interventiekorps zullen uitgevoerd worden

- De gewenste duur van de terbeschikkingstelling met een maximum van drie jaar (de terbeschikkingstelling wordt in regel toegestaan voor een periode van 3 jaar) en een minimum van zes maanden.

- De motieven van de aanvraag.

- De toestand met betrekking tot de invulling en de bezetting van het personeelskader in de zone.

Bij de verdeling van het interventiekorps moet met volgende criteria rekening gehouden worden :

- Uitzonderd wanneer slechts één zone kandidaat gastzone is moeten minstens twee zones binnen de provincie of het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad bediend worden

- de politiezone hoofdplaats provincie of arrondissement Brussel-Hoofdstad geniet voorrang

- het minimum aan een politiezone toe te kennen personeelsleden van het interventiekorps bedraagt 4.

- Voorrang dient gegeven te worden aan terbeschikkingstellingen van lange duur

— Voorrang dient gegeven te worden aan politiezones waarvan het personeelskader niet deficitair is ten opzichte van het door de Koning vastgelegde minimale effectief. Bij die verdeling kan evenwel rekening gehouden worden met de inspanningen die de zones gedaan hebben om hun minimaal effectief te bereiken en hun kader in te vullen.

Indien er minder personeelsleden dan beschikbaar over de zones dienen verdeeld te worden zullen de resterende personeelsleden ter beschikking gesteld worden van de betrokken DirCo hoofdplaats provincie of van het arrondissement Brussel-Hoofdstad.

II. De initiële numerieke verdeling van het interventiekorps

Voor de initiële inplaatsstelling moeten de voorzitters van de politiecolleges uit de provincie of het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad die als gastzone wensen te fungeren ten laatste op 16 september 2005 een aanvraag indienen bij de voorzitter van de beheersstructuur.

Na ontvangst van de aanvragen zal de voorzitter van de beheersstructuur op basis van die aanvragen de nominatieve samenstelling van de beheersstructuur bepalen.

Hij zal vervolgens een synthesedossier met betrekking tot de ontvangen aanvragen overmaken aan alle leden van de beheersstructuur en een bijeenkomst van de beheersstructuur organiseren met het oog op de initiële verdeling van de door het interventiekorps beschikbaar gestelde capaciteit.

Indien binnen de beheersstructuur geen consensus bereikt wordt zal de voorzitter van de beheersstructuur het dossier ten laatste op 7 oktober 2005 aanhangig maken bij de Gouverneur van de provincie of van het administratief arrondissement Brussel Hoofdstad die het dossier ten laatste op 17 oktober 2005 zal overmaken aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Het dossier zal :

— uitdrukkelijk de redenen vermelden die ertoe geleid hebben dat binnen de beheersstructuur geen consensus kon bereikt worden

— vergezeld gaan van een omstandig advies van de Gouverneur

— een voorstel van de Gouverneur tot gemotiveerde beslissing voor de Minister van Binnenlandse Zaken bevatten

In dit geval zal de Minister van Binnenlandse Zaken over de verdeling van het interventiekorps binnen de provincie of het administratief arrondissement Brussel Hoofdstad beslissen.

Indien binnen de beheersstructuur een consensus bereikt wordt zal de voorzitter ervan de verdeling van het interventiekorps over de lokale politie ten laatste op 17 oktober 2005 ter kennis brengen van de Minister van Binnenlandse Zaken.

III. Aanpassingen aan de startsituatie

De behandeling van navolgende aanvragen en/of wijzigingen aan de startsituatie komt toe aan de provinciale beheersstructuur.

HOOFDSTUK III. — *Het Interventiekorps bij de DirCos*

1. Personeel

a. Bestemming

De toewijzing van de 40 % (120 politiemensen) van het interventiekorps bij de DirCo's gebeurt lineair over de DirCo's hoofdplaats provincie en die van het administratief arrondissement Brussel Hoofdstad.

b. Voorwaarden

Voor een bediening in het interventiekorps komt in aanmerking het personeelslid dat :

— geen periodieke evaluatie met eindvermelding evaluatie onvoldoende heeft opgelopen in de loop van de vijf jaar voorafgaand aan de bekendmaking van de vacante betrekking

— zich bevindt in dienstactiviteit

— beantwoordt aan het profiel DAR of aan het profiel Hycap of bereid zijn dit profiel te behalen.

De middenkaders moeten voldoen aan een interview op het niveau van de betrokken DirCo.

Deze betrekkingen zullen worden toegekend in volgorde van de anciënniteit van de kandidaten die voldoen aan de vereiste voorwaarden.

Daarbij wordt in volgorde voorrang verleend aan kandidaten die aan het profiel DAR beantwoorden en vervolgens aan zij die aan het profiel Hycap beantwoorden.

c. Statuut

De personeelsleden van het interventiekorps blijven tot de federale politie behoren. Zij worden ondergebracht bij de CSD met als gewone plaats van het werk (GPW) de zetel van de DirCo van inplanting van het interventiekorps.

De personeelsleden van het interventiekorps worden nooit gedetacheerd maar wel steeds ter beschikking gesteld van de lokale politie of andere eenheden en diensten van de federale politie.

Het personeel van het Interventiekorps staat functioneel en administratief onder het gezag van de DirCo

Operationeel staan de leden van het interventiekorps onder het gezag van de overheid van het korps of de dienst ten voordele van wie zij een opdracht uitvoeren.

De DirCo beslist hoe de verplaatsingen naar de tijdelijke plaats van het werk (TPW) gebeuren.

De personeelsleden van het interventiekorps genieten de kleine maaltijdvergoedingen voor de dagen waarop zij effectief worden ingezet buiten hun GPW. De federale politie zal daartoe een ontwerp van koninklijk Besluit tot aanpassing van de RPPol opstellen.

De personeelsleden van het interventiekorps genieten niet van de nabijheidstoelage.

d. Opleiding

De opleiding van de personeelsleden van het interventiekorps valt onder de verantwoordelijkheid van de DirCo van inplanting.

Het personeel met als herkomst de DAR heeft geen specifieke opleiding meer nodig.

De andere personeelsleden zullen de vorming Hycap en/of de algemene opleiding herplaatsing moeten volgen.

e. Beheer

De DirCo verzekert het beheer van het interventiekorps met de eigen beschikbare middelen.

De DirCo van inplanting verzekert een dagdagelijkse opvolging van de terbeschikkingstellingen en inzet van het interventiekorps in het arrondissement.

2. Budgettair

De verloning van deze leden van het interventiekorps wordt volledig door de federale politie gedragen met uitzondering van de weekend- en nachturen die voortvloeien uit de andere, niet-Hycap, opdrachten ten voordele van de lokale politie en exclusief ten voordele van één zone verricht worden. In dit laatste geval ze door de betrokken politiezones betaald en daartoe maandelijks gefactureerd volgens een gemiddeld forfaitair bedrag per uur

Die bedragen zijn voor de betrokken inspecteurs 13,47 Euro per nachtuur en 26,94 Euro per weekend-uur.

3. Logistiek

De logistieke ondersteuning van het interventiekorps moet in principe door de federale politie verzekerd worden.

Het personeel wordt geïnstalleerd in de administratieve lokalen van de bestaande infrastructuur van de DirCo. De kost van die huisvesting valt ten laste van de federale politie.

De basisuitrusting, de algemene functieuitrusting, de uitrusting verkeer en openbare orde van de politiemensen van het interventiekorps wordt door de federale politie geleverd.

De uitrusting eigen aan de opdrachten in de zones wordt door de zones geleverd (voertuigen, radio's).

Wanneer het interventiekorps ingezet wordt ter vervanging van gehypothekeerde capaciteit moeten de organieke middelen voorzien voor geconstitueerde eenheden (voertuigen, materieel, radio's) door de federale politie geleverd worden. Voor de overige opdrachten wordt het personeel, indien nodig, naar zijn tijdelijke plaats van het werk gebracht met zonedig transport van de federale politie.

4. Opdrachten

4.1. Basisprincipes

De personeelsleden van het Interventiekorps moeten exhaustief en effectief ingezet worden voor de hierna opgesomde opdrachten.

Het personeel moet op jaarbasis dus 100 % van de beschikbare capaciteit in manuur ingezet worden voor zijn voorziene opdrachten; (De beschikbare capaciteit is de totale capaciteit verminderd met de afwezigheden om gezondheidsredenen, andere redenen voor onbeschikbaarheid en opleiding).

De helft van de capaciteit die bij de 11 DirCo's beschikbaar is dient ingezet te worden voor gehypothekeerde capaciteit overeenkomstig de richtlijn MFO2 betreffende de gehypothekeerde capaciteit.

De andere helft van die capaciteit dient ingezet te worden ter ondersteuning van het veiligheidsbeleid.

Het personeel van het Interventiekorps kan ingezet worden bij acties waarvoor de operationele leiding en coördinatie ofwel door een politiezone of door de federale politie verzekerd wordt.

4.2. Inzet ter vervanging van gehypothekeerde capaciteit

Die inzet moet leiden tot een vermindering van het gebruik van gehypothekeerde capaciteit en van de niet-gespecialiseerde steun die voor de oprichting van het interventiekorps door de DAR geleverd werd.

De inzet van het interventiekorps ter vervanging van gehypothekeerde capaciteit dient te beantwoorden aan de principes vervat in de MFO2 van 30 juli 2004 betreffende het solidariteitsmechanisme tussen de politiezones inzake versterkingen voor opdrachten van bestuurlijke politie.

In het geval van inzet ter vervanging van gehypothekeerde capaciteit genieten de lokale politiezones een onrechtstreeks voordeel.

4.3. Ondersteuning van het veiligheidsbeleid

De overige opdrachten van het interventiekorps moeten altijd gebonden zijn aan de uitvoering van concrete acties of voor de opvang van tijdsgebonden capaciteitsproblemen.

In dit domein moet de DirCo een actief ondersteuningsbeleid voeren en daartoe de nodige initiatieven aan de dag leggen. Het volstaat op zijn niveau niet te wachten op steunaanvragen : de DirCo moet voor een aanbod uit initiatief zorgen.

Volgende inzet is mogelijk :

- Opdrachten in het kader van de strijd tegen onveiligheidsfenomenen (plaag van diefstallen met braak, drugoverlast, ...);

- grootschalige politieoperaties (onder andere FIPA's)
- het beheren van onvoorziene gebeurtenissen
- inzet (ter beschikking stelling) om het hoofd te bieden aan seizoensgebonden fenomenen.

Dergelijke inzet dient in voldoende mate omkaderd te worden met personeel uit de dienst die er gebruik van maakt om zoveel mogelijk autonome interventies van leden van het interventiekorps te vermijden.

In geval van dergelijke inzet is er een rechtstreeks voordeel voor de dienst die de inzet geniet.

4.4. Onverwachte operaties

In geval van onverwachte operaties kan de DirCo van inplanting van het interventiekorps de inzet binnen de provincie herroepen. DAO heeft die bevoegdheid voor de totaliteit van dit deel van het interventiekorps.

5. procedure

De inzet van het interventiekorps moet altijd in overleg met de betrokken politiedienst gebeuren.

Alle aanvragen tot steun van het interventiekorps worden door de betrokken diensten aan hun territoriaal bevoegde DirCo gericht die de vraag zal doorsturen naar de DirCo hoofdplaats provincie.

De aanvragen moeten steeds duidelijk gemotiveerd zijn.

De DirCo's moeten DAO in reële tijd inlichten over de voor het interventiekorps aangegane verbintenissen.

Wanneer de capaciteit van het interventiekorps van een DirCo van inplanting uitgeput is worden eventuele openblijvende vragen tot versterking geregeld overeenkomstig de bepalingen van de MFO2 van 30 juli 2004 betreffende het solidariteitsmechanisme tussen de politiezones inzake versterkingen voor opdrachten van bestuurlijke politie voor het uitvoeren van politieacties op hun actieterrein.